

**AMBASSADE DE FRANCE AUX PHILIPPINES
SERVICE ÉCONOMIQUE DE MANILLE**

Manille, le 5 mars 2019

Affaire suivie par : Camille Chabé

NOTE

Objet : Les Philippines dans les classements économiques internationaux, éditions 2018-2019

Dans les dernières éditions des classements économiques internationaux, les Philippines peinent à converger vers les rangs des économies les plus performantes de la région (Singapour, Malaisie, Thaïlande et Indonésie). L'archipel régresse de 11 rangs dans la dernière édition du classement Doing Business, se positionnant à la 124^{ème} place. Dans le Global Competitiveness Report, avec une progression de 12 rangs, elles figurent à la 56^{ème} place en gardant un score stable. Enfin, le pays ne figure qu'au 99^{ème} rang, contre 111^{ème} un an auparavant, dans le classement relatif à la perception de la corruption dans le secteur public.

	2017-2018			2018-2019		
	Score	Rang	Rang Asean	Score	Rang	Rang Asean
Doing Business	56,32/100	113/190	7/10*	↑ 57,68/100	↓ 124/190	= 7/10*
Global Competitiveness	60/100	68/140	6/9**	↑ 62,1/100	↑ 56/140	↑ 5/9**
Corruption Perceptions Index	34/100	111/180	7/10*	↑ 36/100	↑ 99/180	↑ 5/10* <i>ex-aequo</i> Thaïlande

*Singapour, Malaisie, Thaïlande, Brunei, Indonésie, Vietnam, Philippines, Laos, Cambodge, Myanmar

** Singapour, Malaisie, Thaïlande, Brunei, Indonésie, Vietnam, Philippines, Laos, Cambodge

	Forces	Faiblesses
Doing Business 2019 (<i>rang des Philippines /190 pays</i>)	Raccordement au réseau électrique (29 ^{ème}) ; résolution de l'insolvabilité (63 ^{ème})	Obtention de prêts (184 ^{ème}) ; création d'entreprise (166 ^{ème}) ; exécution des contrats (151 ^{ème}) ; protection des actionnaires minoritaires (132 ^{ème})
Global Competitiveness 2018 (<i>rang des Philippines /140 pays</i>)	Taille du marché (32 ^{ème}) ; marché du travail (36 ^{ème}) ; système financier (39 ^{ème}) ; dynamisme des entreprises (39 ^{ème}) ; stabilité macroéconomique (43 ^{ème})	Santé (101 ^{ème}) ; institutions (101 ^{ème}) ; infrastructures (92 ^{ème}) ; aptitude à intégrer la technologie (67 ^{ème}) ; innovation (67 ^{ème}) ; éducation (67 ^{ème})

Sources : [Doing Business 2019, World Bank Group](#) ; [Global Competitiveness Report 2018, The World Economic Forum](#) et [The Corruption Perceptions Index 2018, Transparency international](#).

1. Doing Business 2019 : l'archipel poursuit une trajectoire à la baisse se positionnant au 124^{ème} rang sur 190, soit son niveau le plus bas des cinq dernières années

Après une chute de 14 places au classement 2018, l'archipel a perdu 11 places dans l'édition 2019 du rapport *Doing Business* publié par la Banque mondiale. Cette enquête, qui vise à mesurer les contraintes administratives pesant sur dix domaines de l'environnement des affaires, positionne les Philippines¹ au 124^{ème} rang sur 190, en chute de 11 places par rapport à l'édition précédente. Parmi les dix pays membres de l'ASEAN, les Philippines se situent à la 7^{ème} place depuis 2017, devant le

¹ Quezon City et mai 2018 sont utilisés comme références

Cambodge, le Laos et Myanmar. A noter que, dans l'édition 2015, le pays se classait 5^{ème}, devant Brunei et l'Indonésie. Le rang de l'archipel ne converge plus vers celui des économies les plus performantes – Singapour (2^{ème}), Malaisie (15^{ème}), Thaïlande (27^{ème}), Brunei (55^{ème}), Vietnam (69^{ème}), Indonésie (73^{ème}) – mais tend vers celui des pays les moins avancés du Sud-Est asiatique (Cambodge, Laos et Myanmar). (Annexe 1)

La progression du rang du pays sur quatre des dix segments dans le classement de 2019 n'a pas suffi à compenser le recul enregistré sur les six autres indicateurs. La position du pays régresse pour les catégories suivantes : obtention de prêt (184^{ème} rang, -42 places), paiement des taxes et impôts (94^{ème} rang, -11 places), commerce transfrontalier (104^{ème} rang, -5 places), résolution de l'insolvabilité (63^{ème} rang, -4 places), exécution des contrats (151^{ème} rang, -2 places) et procédures d'enregistrement des propriétés (116^{ème} rang, -2 places). Les améliorations concernent la protection des actionnaires minoritaires (132^{ème} rang, +14 places), la création d'entreprise (166^{ème} rang, +7 places), l'obtention des permis de construire (94^{ème} rang, +7 places) et le raccordement à l'électricité (29^{ème} rang, +2 places). (Annexe 2)

En absolu, le pays a toutefois enregistré une légère hausse de son score de 1,36 point, à 57,68 sur 100 points en 2019 (Annexe 3). Le score du pays a faiblement progressé ou est resté stable sur neuf des dix segments, permettant de compenser le déclassement de 25 points enregistré dans la catégorie « obtention de prêt » (Annexe 4 et 5). A cet égard, les ministères des Finances et du Commerce et de l'Industrie philippins ont déclaré que la forte régression de cet indicateur était due à l'inexactitude d'informations collectées par la Banque mondiale ne reflétant la réalité de la situation locale du crédit.

Dans son édition 2019, le rapport a salué **la simplification des processus relatifs à l'immatriculation fiscale et aux licences commerciales** (création d'entreprise), **l'amélioration des pratiques de gestion des risques dans le secteur de la construction**, l'assurance responsabilité dans le cas de poursuites en vices cachés étant désormais couramment obtenue (obtention des permis de construire) ainsi que **le renforcement des droits et du rôle des actionnaires dans les décisions d'entreprise et la clarification des structures de propriété et de contrôle** (protection des actionnaires minoritaires). En revanche, le rapport a regretté **l'augmentation du nombre d'inspections aux importations** allongeant le délai moyen de mise en conformité aux frontières (commerce transfrontalier) et **la hausse des frais d'immatriculation fiscale des entreprises** (création d'entreprise).

A noter que le score des Philippines reste nettement inférieur à celui de la moyenne des pays l'ASEAN, à 66,1 points sur 100. Parmi les dix membres de l'ASEAN, l'archipel se situe à la modeste 5^{ème} place en matière de raccordement au réseau électrique, de paiement des taxes et impôts ainsi que de résolution de l'insolvabilité. Le pays se classe 6^{ème} dans la catégorie commerce frontalier et 7^{ème} dans celles portant sur l'exécution des contrats, le transfert de propriété et l'obtention de permis de construire. Enfin, les Philippines enregistrent des rangs particulièrement médiocres pour les indicateurs relatifs à la création d'entreprise et la protection des investisseurs (8^{ème} rang), ainsi que pour celui portant sur l'obtention de prêt (dernier du classement) (Annexe 6).

La performance des Philippines pourrait s'améliorer dans l'édition *Doing Business 2020* à la suite de l'adoption de la réforme *Ease of Doing Business* en mai 2018. En raison du calendrier des enquêtes, les mesures contenues dans cette nouvelle loi n'ont pu être prises en compte. Cette réforme vise à faciliter le processus de création et de gestion d'une entreprise afin d'attirer davantage d'investissements étrangers sur le territoire national. Elle comporte notamment la création d'un formulaire de demande unique pour les entreprises pour divers permis et autorisations, la mise en place d'un guichet unique pour les entreprises dans chaque entité administrative ainsi que la mise en place d'un système électronique automatisé pour les demandes de permis. Toutefois, la méthodologie de l'exercice *Doing Business* ne fait pas seulement état des textes réglementaires en vigueur, mais mesure leur application effective.

2. *Global Competitiveness Report 2018* : de par la qualité de son système financier et ses performances macroéconomiques, les Philippines se positionnent à la 56^{ème} place sur 140

La dernière publication du rapport annuel du Forum économique mondial positionne les Philippines 56^{ème} sur les 140 économies comptabilisées, soit une progression de 12 places. Cette édition n'est toutefois pas comparable avec les précédentes, en raison d'une nouvelle méthodologie. Le score du pays s'établit à 62,1 points sur 100 (+2,1 points).

Parmi les 12 piliers, le pays enregistre un rang particulièrement médiocre en matière d'innovation (67/140), de capital humain (éducation à 67/140 et santé à 101/140), de qualité des institutions (101/140), d'infrastructures (92/140) et d'aptitude à intégrer la technologie (67/140) (**Annexe 7**). **A noter que les autorités philippines poursuivent une politique budgétaire expansionniste afin de pallier à ces déficiences structurelles.** En 2018, le déficit budgétaire du pays a représenté 3,2% du PIB du pays (contre 2,2% l'année précédente). La hausse des dépenses publiques de 21% en 2018 est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses d'éducation, de santé, de lutte contre la pauvreté et au financement de l'ambitieux programme de constructions d'infrastructures baptisé *Build Build Build*. Ce programme prévoit la réalisation de plus de 70 projets, pour un montant d'investissements de 170 Mds USD sur la période 2017-2022.

Le pays enregistre ses meilleures positions dans les catégories suivantes : taille de marché (32/140), marché du travail (36/140), système financier (39/140), dynamisme des entreprises (39/140) et stabilité macroéconomique (43/140). **Les points forts des Philippines pourraient se renforcer dans la prochaine édition du classement.** En effet, la croissance économique du pays, à 6,2% en 2018, devrait rester soutenue à moyen terme. Pour 2019, les estimations du FMI tablent sur 6,6%. Egalement, l'inflation à 5,2% en 2018, devrait décélérer à 3,2% en 2019 selon la Banque centrale.

Devançant cette année Brunei, l'archipel se classe 5^{ème} parmi les neuf membres de l'ASEAN comptabilisés, derrière Singapour (2^{ème}), la Malaisie (25^{ème}), la Thaïlande (38^{ème}) et l'Indonésie (45^{ème}). Avec 62,1 points, le score de l'archipel reste légèrement en deçà de la moyenne des pays membres de l'ASEAN à 63,3 points sur 100 (**Annexe 8**). Dans le détail, l'archipel se positionne à la remarquable 3^{ème} place en matière de stabilité macroéconomique (*ex-aequo* Indonésie et Thaïlande) et de marché du travail (*ex-aequo* Brunei). Le pays occupe la 4^{ème} place en matière de système financier et d'innovation (*ex-aequo* Indonésie). Les Philippines se situent à la modeste 5^{ème} place pour les indicateurs suivants : éducation et compétences (*ex-aequo* Thaïlande), marché des biens, dynamisme des entreprises. Le pays arrive en fin de classement pour les piliers aptitude à intégrer la technologie et taille du marché (6^{ème} rang), avec un rang particulièrement médiocre pour les catégories institutions, infrastructures et santé (7^{ème} rang avec un score légèrement supérieur aux PMA de la région) (**Annexe 9**).

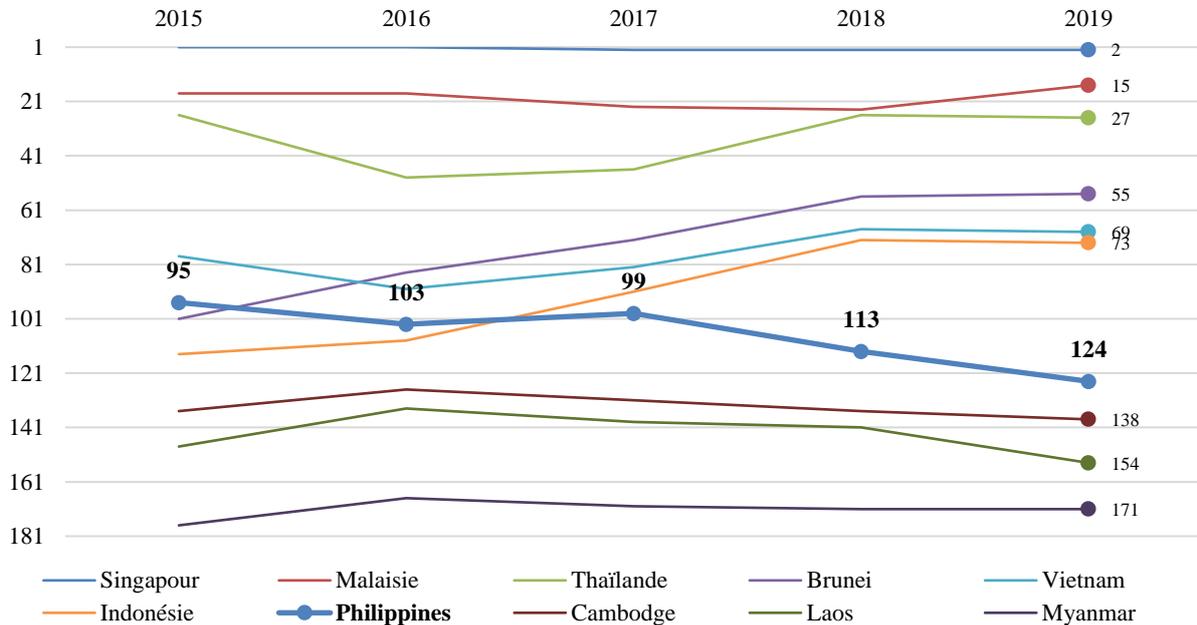
3. *Corruption Perceptions Index 2018* : le pays progresse de 12 places au 99^{ème} rang sur 180, tout en maintenant un score stable

Dans ce rapport publié par *Transparency International* qui mesure le niveau de corruption perçu dans le secteur public, le score moyen des Philippines a progressé de 2 points à 36/100 points, soit une évolution non-significative (Annexe 10). Ce classement fait la moyenne des scores octroyés par 13 sources (chefs d'entreprise et experts). 0 correspond au niveau le plus élevé de corruption perçue et 100 correspond au niveau le plus bas. Le score le plus bas à 27 points a été octroyé par *World Justice Project Rule of Law Index* et le plus élevé à 41 points par *PRS International Country Risk Guide*. A noter que sur les sept dernières années, le score des Philippines a très peu évolué, oscillant entre 34 et 38 points.

Les Philippines se situent à la 99^{ème} place sur 180, soit une progression de 12 rangs entre 2017 et 2018. Au sein de l'ASEAN, les Philippines se classent 5^{ème} *ex-aequo* avec la Thaïlande, en progression de 2 places, devançant désormais le Vietnam à 33/100 points (**Annexe 11**). Avec 36 points sur 100, le score de l'archipel reste bien inférieur à la moyenne des pays membres de l'ASEAN à 42,1 points sur 100.

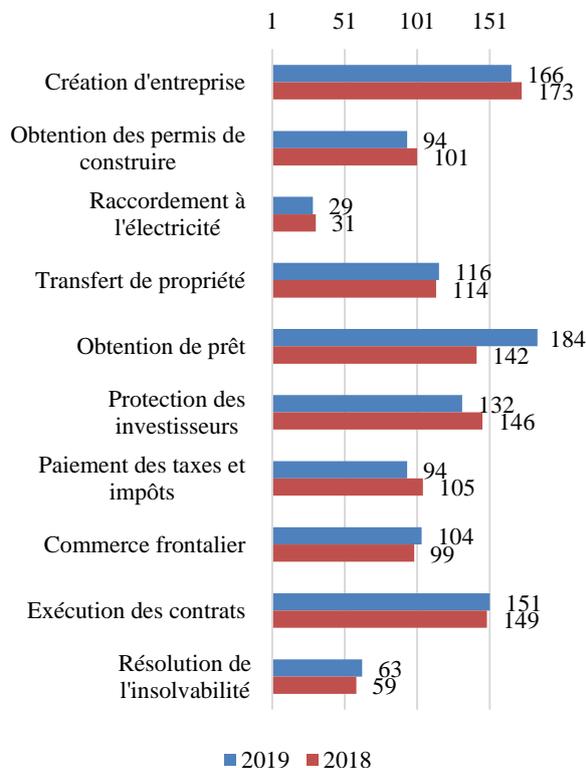
ANNEXES DOING BUSINESS REPORTS

ANNEXE 1 : Evolution du rang des pays de l'ASEAN dans les classements *Doing Business*

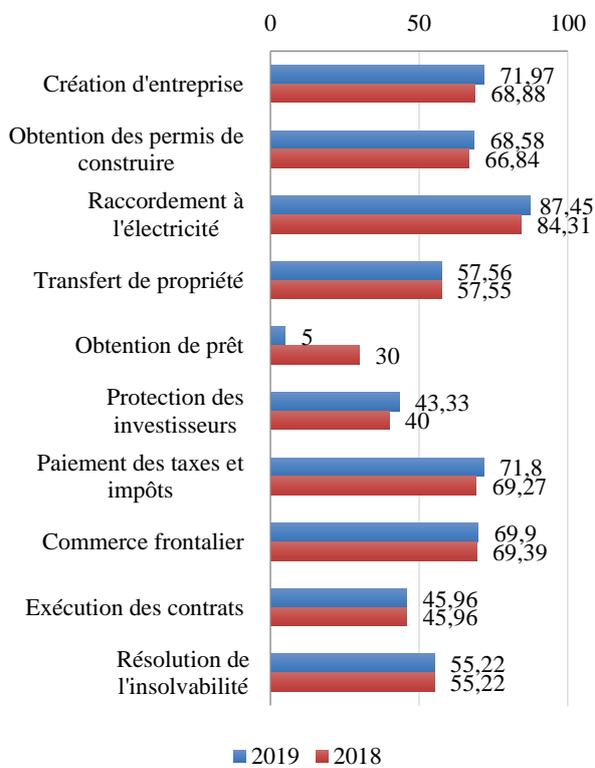


Note : Rang /189 pays pour 2015 et 2016 et /190 pays depuis 2017

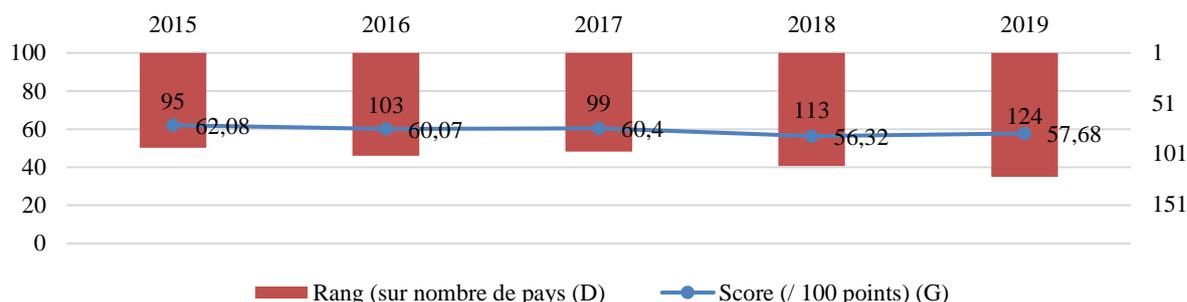
ANNEXE 2 : Evolution du rang (/190 pays) des Philippines par indicateur dans les classements *Doing Business* 2018 et 2019



ANNEXE 4 : Evolution du score (/100 points) des Philippines par indicateur dans les classements *Doing Business* 2018 et 2019



ANNEXE 3 : Evolution de la position et du score des Philippines dans les classements *Doing Business*

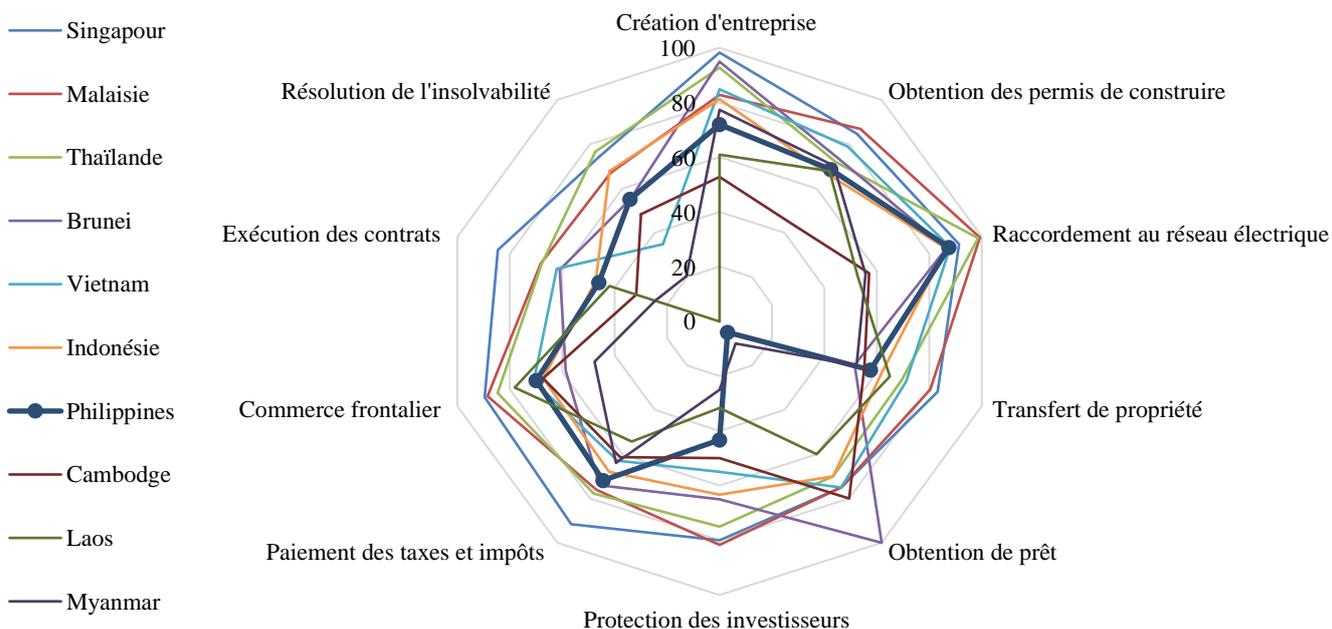


Note : Rang /189 pays pour 2015 et 2016 et /190 pays depuis 2017

ANNEXE 5 : Positions et scores des Philippines dans le classement *Doing Business* 2019

PHILIPPINES		East Asia & Pacific		GNI per capita (US\$)	
Ease of doing business rank (1–190)	124	Ease of doing business score (0–100)	57.68	Population	104,918,090
✓ Starting a business (rank)	166	Getting credit (rank)	184	✗ Trading across borders (rank)	104
Score for starting a business (0–100)	71.97	Score for getting credit (0–100)	5.00	Score for trading across borders (0–100)	69.90
Procedures (number)	13	Strength of legal rights index (0–12)	1	Time to export	
Time (days)	31	Depth of credit information index (0–8)	0	Documentary compliance (hours)	36
Cost (% of income per capita)	20.3	Credit bureau coverage (% of adults)	2.7	Border compliance (hours)	42
Minimum capital (% of income per capita)	2.8	Credit registry coverage (% of adults)	0.0	Cost to export	
				Documentary compliance (US\$)	53
✓ Dealing with construction permits (rank)	94	✓ Protecting minority investors (rank)	132	Border compliance (US\$)	456
Score for dealing with construction permits (0–100)	68.58	Score for protecting minority investors (0–100)	43.33	Time to import	
Procedures (number)	23	Extent of disclosure index (0–10)	2	Documentary compliance (hours)	96
Time (days)	122	Extent of director liability index (0–10)	3	Border compliance (hours)	120
Cost (% of warehouse value)	2.5	Ease of shareholder suits index (0–10)	7	Cost to import	
Building quality control index (0–15)	13.0	Extent of shareholder rights index (0–10)	1	Documentary compliance (US\$)	50
		Extent of ownership and control index (0–10)	6	Border compliance (US\$)	580
		Extent of corporate transparency index (0–10)	7		
Getting electricity (rank)	29	Paying taxes (rank)	94	Enforcing contracts (rank)	151
Score for getting electricity (0–100)	87.45	Score for paying taxes (0–100)	71.80	Score for enforcing contracts (0–100)	45.96
Procedures (number)	4	Payments (number per year)	14	Time (days)	962
Time (days)	37	Time (hours per year)	181	Cost (% of claim value)	31.0
Cost (% of income per capita)	21.7	Total tax and contribution rate (% of profit)	42.9	Quality of judicial processes index (0–18)	7.5
Reliability of supply and transparency of tariffs index (0–8)	6	Postfiling index (0–100)	50.00		
Registering property (rank)	116			Resolving insolvency (rank)	63
Score for registering property (0–100)	57.56			Score for resolving insolvency (0–100)	55.22
Procedures (number)	9			Time (years)	2.7
Time (days)	35			Cost (% of estate)	32.0
Cost (% of property value)	4.3			Recovery rate (cents on the dollar)	21.3
Quality of land administration index (0–30)	12.5			Strength of insolvency framework index (0–16)	14.0

ANNEXE 6 : Scores (/100 points) selon les 10 indicateurs du classement *Doing business* 2019

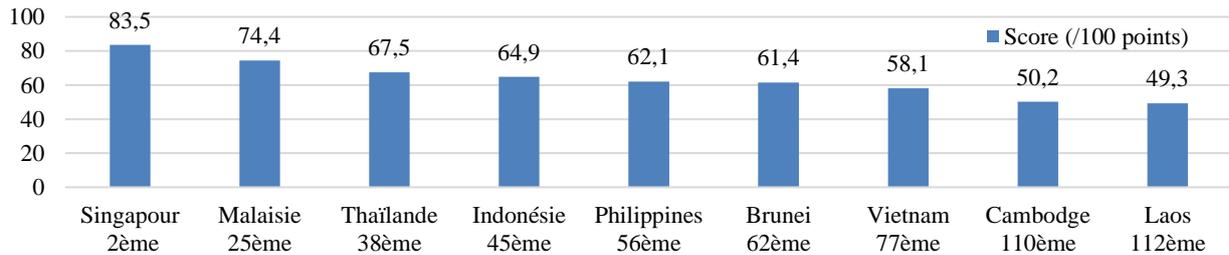


ANNEXES GLOBAL COMPETITIVENS REPORTS

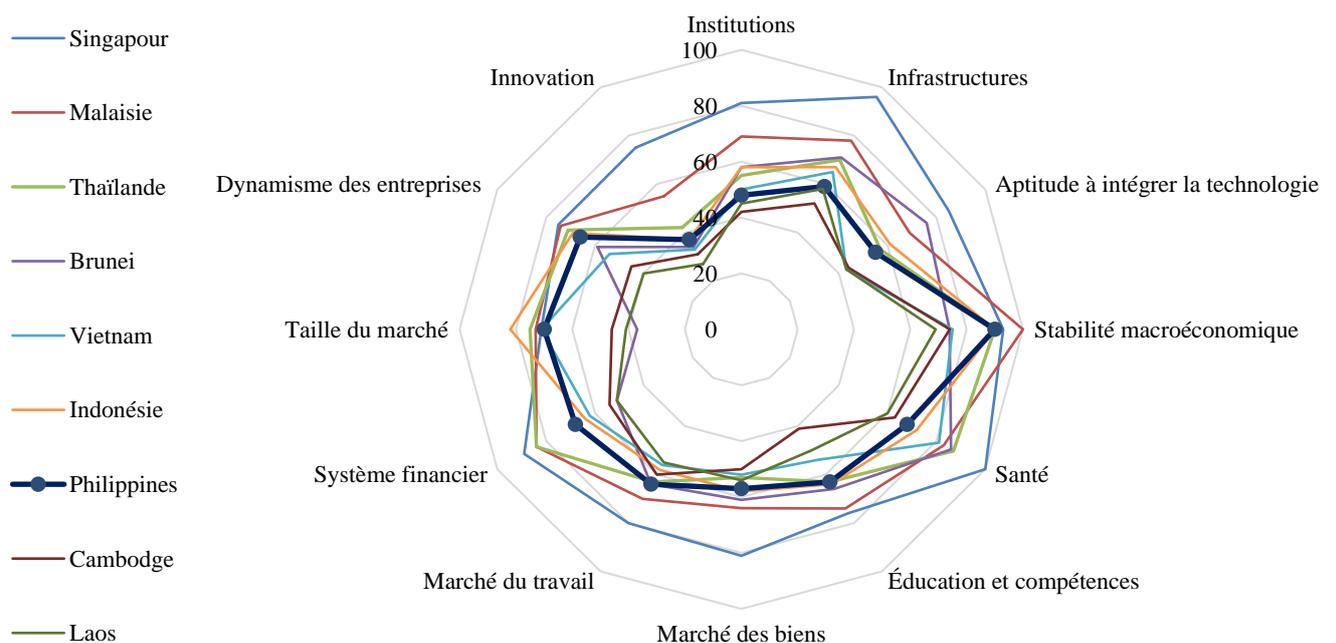
ANNEXE 7 : Positions et scores des Philippines dans le *Global Competitiveness Report 2018*



ANNEXE 8 : Positions (/140 pays) et scores des pays de l'ASEAN dans le *Global Competitiveness Report 2018*

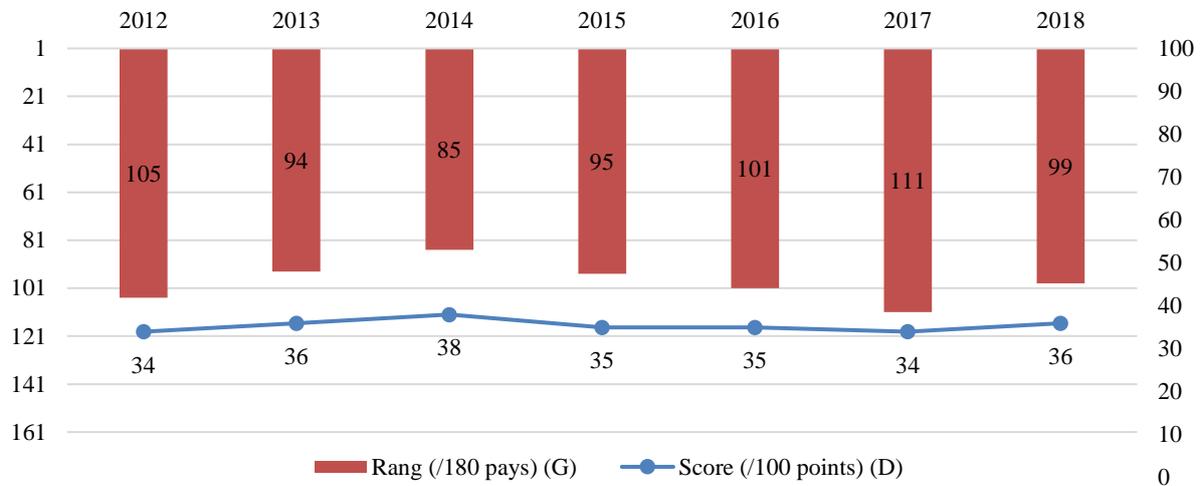


ANNEXE 9 : Scores (/100 points) selon les 12 indicateurs du *Global Competitiveness Report 2018*



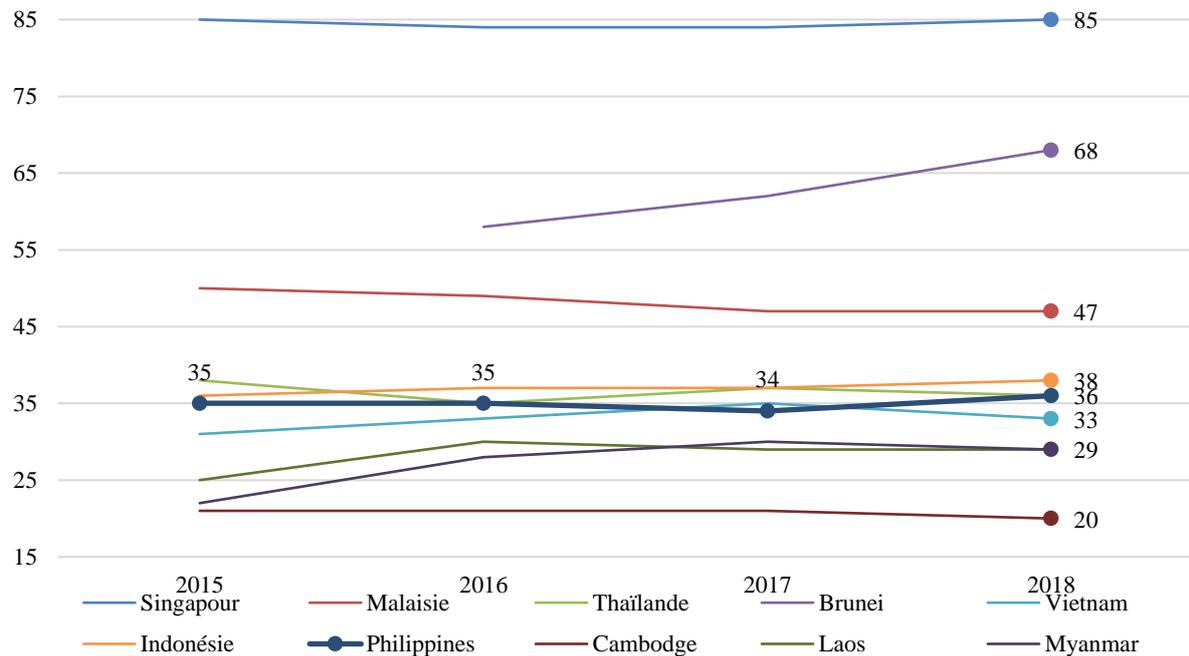
ANNEXES CORRUPTION PERCEPTIONS INDEX

ANNEXE 10 : Evolution du score et du rang des Philippines dans le *Corruption Perceptions Index*



Note : Rang /176 pays en 2012, /177 pays en 2013, /175 pays en 2014, /168 pays en 2016 et /180 pays en 2017 et 2018

ANNEXE 11 : Evolution du score (/100 points) des pays membres de l'ASEAN dans le *Corruption Perceptions Index*



Note : Rang /176 pays en 2012, /177 pays en 2013, /175 pays en 2014, /168 pays en 2016 et /180 pays en 2017 et 2018